

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Vie de la société

Journal de la société statistique de Paris, tome 3 (1862), p. 326-332

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1862__3__326_0

© Société de statistique de Paris, 1862, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

IV.

Banquet de la Société de statistique de Marseille à la Société de statistique de Paris.

Dans les premiers jours d'octobre dernier, la Société de statistique de Marseille, informée de la présence de M. Legoyt dans cette ville, a voulu saisir cette occasion de donner, à la Société de statistique de Paris, un témoignage de ses sentiments de confraternité et d'estime dans la personne de son secrétaire perpétuel. Dans ce but, elle a fait à ce dernier l'honneur de l'inviter à un banquet auquel assistaient, en outre de ses principaux membres¹, un certain nombre de fonctionnaires publics.

Au dessert, M. Sapet, président, en portant un toast à M. Legoyt, s'est exprimé en ces termes :

« Monsieur, notre compagnie, dont la fondation remonte à l'année 1827, est heureuse de fêter en vous le représentant le plus élevé de la statistique, et l'homme intelligent dont les énergiques et persévérants efforts tendent chaque jour davantage à la vulgariser et à en faire apprécier les heureux résultats.

« La statistique se lie de la manière la plus étroite à l'économie politique.

« Malheureusement, l'économie politique n'est pas encore une science faite, reconnue, ayant des principes d'un caractère absolu et applicables sans discussion.

« Deux partis sont encore en présence : les partisans des théories rationnelles et ceux des pratiques d'une routine intéressée au maintien du *statu quo*.

1. MM. Sapet, président de la Société de statistique de Marseille pour l'année 1862; Ménard, directeur des prisons, vice-président; le Dr P. M. Roux, secrétaire perpétuel; le chanoine Simon David; le Dr Jubiot, médecin militaire; le Dr Flavard, médecin de l'hospice de Saint-Jean-de-Dieu; le Dr Maurin; Roussin, chimiste; Pesson, négociant; Segond-Cresp, avocat; Albrand, ancien courtier maritime; Mortrenil, juge de paix; Prou Gaillard, négociant; Natta, arbitre de commerce; Toulouzan, chef de bureau à la préfecture; Lucy, receveur général du département; Chêrac, juge de paix, président de la Commission de statistique de Marseille.

« Mais la lumière se fait peu à peu dans les questions si ardemment controversées entre les défenseurs des idées surannées du passé et ceux de la liberté commerciale et industrielle.

« Le gouvernement de l'Empereur, tout en ménageant les transitions avec sagesse, a compris que, pour ne pas rester de vains mots, la fraternité et la solidarité des peuples devaient être cimentées par le libre échange de leurs produits.

« Ces tendances libérales, je serais presque tenté de dire providentielles, seront bientôt celles de tous les gouvernements, et les principes qu'elles tendent à faire prévaloir, s'inscriront un jour au code du droit international.

« L'économie politique aura eu, il faut le reconnaître, la plus grande part à cette grande conquête du dix-neuvième siècle, à cette immense impulsion donnée aux progrès de la civilisation matérielle, qu'il ne faut pas séparer, quoiqu'on dise, de la civilisation morale.

« Mais elle aura eu, dans la statistique, un précieux auxiliaire ; car c'est elle, ce sont les renseignements péniblement amassés par ses soins, qui auront fourni la démonstration de l'influence décisive du libre échange sur le développement de la richesse publique.

« A cette époque, nul ne pourra plus contester l'efficacité de cette science, qui n'est pas autre chose que la science des faits, et vous aurez contribué plus que tout autre, Monsieur, par vos importants travaux sur la statistique générale de France, à cet important résultat.

« Veuillez croire, Monsieur, que notre compagnie applaudira toujours du cœur et des mains à vos succès, et qu'elle sera heureuse de seconder vos efforts dans les limites de ses faibles moyens.

« Messieurs, je porte un toast à M. Legoyt. »

M. Legoyt a répondu :

« Je suis profondément touché, M. le Président, des sentiments que vous venez d'exprimer ; mais je les rapporte beaucoup moins à ma personne qu'à la science que nous cultivons en commun. Toutefois, puisque je crois voir que vous insistez pour que je m'en attribue au moins une partie, je les accepte dans cette mesure, mais bien moins à titre d'éloge pour le passé que d'encouragement pour l'avenir.

« Cet encouragement, Messieurs, m'est précieux ; je le considère comme l'une des plus douces récompenses d'une carrière administrative déjà longue, et dont la dernière partie, celle qui remonte à ma nomination au poste de chef de bureau de la statistique générale de France, a été particulièrement laborieuse et presque militante.

« Permettez-moi quelques explications à ce sujet.

« On est assez disposé au dehors à considérer les emplois élevés des administrations centrales, comme de véritables sinécures, la tâche retombant, dit-on, de tout son poids sur les employés d'un ordre inférieur, et le chef du service ne se réservant qu'une direction toujours facile, quelquefois purement nominale. Je crois pouvoir vous affirmer qu'il n'en est nulle part ainsi, et qu'au contraire, en principe, la carrière des bureaux exige d'autant plus de zèle, d'efforts, de dévouement, que la position s'élève et que l'employé grandit. A ce point de vue, le chef d'un bureau de

statistique est aux prises avec des exigences d'une nature toute particulière, et qui devraient lui concilier, dans une mesure peu commune, si ce n'est la sympathie, au moins l'indulgence de ceux qui sont appelés à juger ses travaux. Sa responsabilité est double, en effet, responsabilité vis-à-vis du ministre sous les ordres duquel il est placé, la seule que connaissent les chefs des services purement administratifs, puis et surtout responsabilité vis-à-vis du public dont il est toujours personnellement connu. Il en résulte que, lorsqu'il livre au public les documents dont la préparation lui est confiée, ce n'est pas au ministre que la critique s'adresse, mais bien à sa personne; c'est lui qui est traduit devant le tribunal de l'opinion, tribunal si peu bienveillant, comme on sait, et je pourrais ajouter, si peu compétent.

« Sa sévérité ordinaire fléchirait cependant, j'en suis certain, s'il savait que le directeur d'un bureau de statistique lutte habituellement contre trois difficultés très-grandes et quelquefois profondément décourageantes. La première, c'est l'impopularité des recherches auxquelles il s'est voué, impopularité manifeste surtout en province, où les administrés ne voient que des intentions fiscales dans les enquêtes prescrites par le Gouvernement, et n'y apportent que le moindre concours possible. Peut-être me sera-t-il permis d'ajouter, sans violer aucune convenance, que les agents chargés par l'État de diriger ces enquêtes, de les contrôler, de les résumer, n'en saisissent pas toujours toute l'importance, et par suite sont loin d'apporter, dans leur mission, le zèle que leur inspirerait, à coup sûr, une appréciation plus exacte de la portée des documents qu'ils sont chargés de recueillir.

« La seconde, c'est que le statisticien officiel n'a pas le choix de ses collaborateurs, qu'il est obligé d'accepter un personnel placé dans des conditions d'aptitude très-inégales, et que souvent, insuffisant quant à la valeur, ce personnel l'est encore quant au nombre.

« La troisième, c'est presque toujours l'extrême exiguité de la dotation de son service, et, par suite, les économies, bien souvent préjudiciables au service, qu'il est obligé d'introduire dans ses moindres dépenses. Cette limitation excessive des ressources mises à sa disposition a deux autres inconvénients d'une certaine gravité, et qui se déduisent, en quelque sorte, l'un de l'autre. D'abord, c'est le très-petit nombre des documents qu'il peut publier annuellement; c'est le choix extrêmement restreint, parmi les nombreux matériaux qu'il recueille, de ceux qui doivent voir le jour dans un intervalle donné; puis l'influence fâcheuse qu'exerce sur ses collaborateurs, au point de vue du travail réellement effectué, cette regrettable certitude que, par suite d'impossibilités financières, le document dont l'élaboration leur est confiée ne peut être livré à l'impression qu'à une époque plus ou moins éloignée.....

« Je vous demande pardon, Messieurs, de vous entretenir de ces détails d'organisation intérieure; mais ils ont une influence très-grande, plus grande qu'on ne peut le soupçonner au dehors, sur les résultats des travaux d'un bureau de statistique.

« A ces difficultés générales, Messieurs, s'en sont jointes, pour moi, d'une nature toute particulière, dont j'ai besoin de vous dire quelques mots, parce qu'elles forment un chapitre curieux de l'histoire de la statistique officielle en France.

« Lorsqu'en 1852, je fus appelé, de la direction du bureau d'administration générale au ministère de l'intérieur, à celle du bureau de statistique au ministère de l'agriculture et du commerce, j'apportais, dans mon nouveau service, des idées de réforme que j'avais déjà consignées dans un livre ayant pour titre : *la France sta-*

tistique, auquel l'Institut a bien voulu décerner, en 1845, un de ses prix de statistique. Ces réformes, qui me paraissaient nécessaires dès cette époque, prirent, à mes yeux, un véritable caractère d'urgence, lorsque les travaux du congrès international de statistique de Bruxelles, en 1853, où je représentais mon pays, eurent mis en relief l'infériorité évidente de la France, par rapport à quelques États de l'Europe, et la haute convenance de lui faire reprendre, sans retard, pour les travaux de cette nature, le rang qui lui appartient dans le domaine de l'intelligence. A mon retour à Paris, j'arrêtai le plan des mesures à prendre dans ce but et soumis à la signature de M. le directeur général de l'agriculture et du commerce, M. Heurtier, aujourd'hui conseiller d'État, un programme complet des documents qu'il me paraissait indispensable de recueillir désormais pour que la statistique générale de France pût satisfaire aux exigences nouvelles de la science et à tous les besoins de l'administration. Ce programme, qui modifiait profondément l'ancien état de choses, obtint de M. Heurtier, l'une des intelligences les plus ouvertes, les plus sympathiques aux idées de progrès que j'aie rencontrées, un bienveillant accueil, et, par son intermédiaire, la sanction du ministre qui dirigeait alors l'agriculture et le commerce.

« C'est ici que l'horizon, jusque-là si pur, devait s'assombrir.

« Les instructions destinées à assurer le succès de la réforme étaient à peine parties pour leur destination, qu'il s'élevait, du sein des préfectures, dont le personnel ne pouvait encore se rendre un compte exact de sa portée, comme une immense rumeur, comme un *tolle* général contre les nouveaux programmes. Si on ne les déclarait pas complètement impossibles, au moins on affirmait, à l'envi, que leur exécution était hérissée de difficultés, qu'elle exigerait des efforts et surtout un temps considérables, et, qu'à ce dernier point de vue, elle nuirait à la prompt expédition des affaires purement administratives. Ce dernier argument, je l'avoue, était habilement choisi et de nature, s'il eût été sérieux, à faire une profonde impression sur l'esprit du ministre; heureusement, il portait l'empreinte d'une exagération évidente et, conformément à cette observation si juste qu'on *diminue ce qu'on exagère*, il n'eut pas le succès qu'en attendaient ses auteurs.

« A l'avènement de l'honorable M. Rouher, les opposants crurent l'occasion bonne de renouveler leurs hostilités. Dans leur pensée, ils devaient avoir facilement raison d'un ministre auquel on ne pouvait supposer un goût très-vif pour des études qui, jusque-là, lui avaient été peu familières. L'attaque fut donc renouvelée et avec une extrême ardeur. C'est surtout contre l'institution de la statistique agricole annuelle, par l'intermédiaire des commissions cantonales permanentes, que les traits les plus vifs furent détachés. On lui imputa toutes sortes de méfaits. On alla jusqu'à prétendre qu'elle troublait profondément les populations rurales, qui ne voyaient, disait-on, dans l'enquête annuelle sur la production agricole, que la perspective de prochaines aggravations de l'impôt. De là à insinuer qu'elle pourrait bien faire naître, au sein de ces populations, jusque-là si dévouées à l'Empire, un sentiment de désaffection, il n'y avait qu'un pas, et il fut aisément franchi. Bref, les adversaires de la statistique agricole n'hésitèrent pas à l'élever jusqu'à la hauteur d'un danger politique. Mais ils s'étaient singulièrement mépris sur le caractère du ministre qui devait, un jour, Messieurs, accomplir, au milieu de difficultés énormes et en dépit des plus formidables oppositions, la grande réforme douanière que vous connaissez si bien, et dont votre cité a déjà ressenti les heureux effets.

« D'autres pourront rendre hommage à la merveilleuse intelligence du jeune ministre qui préside aux destinées économiques de la France, à cette aptitude sans rivale avec laquelle il s'approprie rapidement, sur les matières les plus étrangères à ses études, ce que savent les livres et les hommes, et y ajoute le produit, toujours considérable, de sa propre réflexion, de sa méditation personnelle ; à cette parole si facile, si élevée, si magistrale, qui s'empare des esprits et force, en quelque sorte, les convictions. Pour moi, je n'entends mettre ici en lumière qu'une qualité particulière de cet homme d'État, c'est le courage, c'est l'indomptable fermeté avec laquelle il défend les idées et les personnes, quand les unes et les autres ont conquis sa sympathie.

« Lorsque les plaintes dont je parle lui parvinrent, le ministre voulut se rendre personnellement compte de ce qu'elles pouvaient avoir de fondé ; il fit donc une étude approfondie, complètement indépendante, de la question, et dès que sa conviction fut formée, dès qu'il eut acquis la preuve, d'une part, que le bureau de statistique de son ministère ne demandait que des renseignements utiles et pratiques ; de l'autre, qu'au point de vue des enquêtes périodiques sur les forces productives du pays, l'administration française était à peine à la hauteur de la plupart des administrations voisines, il opposa à toutes les attaques, d'où qu'elles vissent (et il en était venu de très-haut...), une inébranlable résistance. A partir de ce jour, Messieurs, la cause de la statistique officielle fut gagnée.

« L'est-elle définitivement?... C'est ce que je n'oserais affirmer.

« Sans doute, nous avons cette bonne fortune, longtemps si rare en France, de vivre sous un gouvernement dont les ministres ont le temps de mûrir leurs plans et d'en assurer eux-mêmes l'exécution ; mais des dissidences graves peuvent éclater au sein des cabinets les plus unis, les plus intimement associés à la pensée du chef de l'État, et des retraites imprévues en être le regrettable résultat. Or, si l'auteur de la réforme douanière venait à quitter les affaires, qui nous assure, Messieurs, que les hostilités que je vous ai racontées ne se renouvelleraient pas, et, cette fois, avec chance de succès ?

« Je veux éloigner, Messieurs, ces tristes prévisions et espérer qu'il me sera permis, à moi, très-humble et très-obscur ouvrier des grandes choses qui se font sous ce règne, ou à mes successeurs, de terminer les importantes publications qui seront la conséquence du plan adopté en 1853 et dont une faible partie seulement a vu le jour.

« Maintenant, Messieurs, permettez-moi de boire et de vous prier de boire avec moi au succès croissant de la difficile et honorable mission que s'est donnée la Société de statistique de Marseille. Elle est une des plus anciennes compagnies savantes de l'Empire, et à coup sûr la plus ancienne comme société de statistique. La collection de ses mémoires forme déjà une série de près de 20 volumes in-8°, tous remarquables par l'importance et la variété des matières. Je ne crois pas devoir séparer de la société son éminent secrétaire perpétuel, M. le docteur Roux, l'infatigable travailleur que nous connaissons tous, l'excellent homme que nous aimons tous. Par l'étendue et la solidité de ses connaissances, par son imperturbable aménité, par son inépuisable bienveillance, M. Roux s'est fait ici et au dehors, de vives sympathies. Je crois donc, Messieurs, être l'organe de vos sentiments pour ce doyen de la science départementale, en buvant à la fois à votre Société et à l'homme qui,

depuis de longues années, exercé sur ses destinées une incontestable et heureuse influence. »

M. le docteur Roux a répondu :

« Je suis pris à l'improviste par le témoignage d'affection que vient de me donner mon excellent ami, M. Legoyt, et je regretterais qu'il ne m'eût pas averti de son intention d'exprimer les sentiments que vous venez d'entendre pour la Société de Marseille et pour moi, si j'avais besoin d'une préparation quelconque pour lui dire, à mon tour, tout ce que je pense de la Société de statistique de Paris et de son secrétaire perpétuel. Mes relations avec M. Legoyt sont une preuve qu'une amitié solide et durable peut avoir pour origine un dissentiment, je pourrais même dire un conflit très-animé. C'était en septembre 1853; j'assistais, comme délégué de notre Société, au premier congrès international de statistique à Bruxelles, où M. Legoyt représentait officiellement son pays. A l'occasion de je ne sais plus quelle discussion, je dirigeai, à certains points de vue, une attaque très-vive contre une institution très-récente, dont M. Legoyt venait de provoquer la création en France, et qui, je dois le dire, n'avait point encore fait ses preuves. Je veux parler de la formation de sociétés permanentes de statistique dans chacun des cantons de l'Empire, pour la réunion périodique des éléments de la statistique agricole. M. Legoyt, que je ne connaissais pas, que je n'avais point encore vu, fut très-ému, comme de raison, de cette brusque déclaration d'hostilités. Il demanda immédiatement la parole et me répondit avec une vigueur, une énergie qui, loin de me blesser, me firent l'impression la plus favorable. A l'issue de la séance, des amis communs nous mirent en rapport et nous échangeâmes, comme des adversaires satisfaits l'un de l'autre, une vigoureuse poignée de mains. Depuis cette époque, nous n'avons cessé de nous donner les preuves du plus cordial attachement.

« Je ne suis donc pas étonné du langage plein de bienveillance qu'il vient de faire entendre pour moi. Mais je dois le remercier des marques d'estime qu'il a bien voulu donner à notre Société. Je crois qu'il nous a rendu la justice qui nous est due. Oni, nous travaillons, nous produisons, nous publions, et, dans la mesure de nos forces, nous portons haut le drapeau de la décentralisation en matière de statistique.

« Jusqu'à ce jour, notre Société était, je crois, la seule en France, qui fût, en dehors du Gouvernement, les travaux de sa spécialité. Mais aujourd'hui elle a une rivale, rivale puissante, qui a sur la nôtre l'avantage d'avoir été créée dans ce grand centre intellectuel, d'où partent et où arrivent tous les rayons lumineux qui éclairent le monde, Paris.... — La Société de Paris a, en outre, un patronage scientifique considérable, qui nous manque. Nous voyons, en effet, figurer à son bureau les membres les plus éminents de la section d'économie politique et de statistique de l'Académie des sciences morales et politiques, et son illustre président, M. Michel Chevalier, a été, comme vous le savez tous, Messieurs, le plus ancien et le plus ardent promoteur des grandes réformes douanières, dont notre honorable président vient de faire un si juste éloge. Enfin, la Société de Paris a joui de la bonne fortune d'avoir eu pour fondateur et de s'être attaché comme secrétaire perpétuel, l'homme qui pouvait le mieux imprimer à ses travaux une direction utile et enrichir son journal de communications précieuses, le chef des travaux de la statistique générale de France. Aussi a-t-elle brillé, dès son début, d'un vif éclat, et son recueil est-il

recherché par tous les hommes qui veulent se faire une juste idée du mouvement de la science en France et à l'étranger. Je n'exprimerai ici qu'un regret (car il y a des ombres aux tableaux les plus brillants), c'est que sa rédaction soit l'œuvre un peu trop exclusive de M. Legoyt; c'est que M. Legoyt ne soit pas suffisamment secondé par ses collègues, surtout par les savants qui ont bien voulu lui prêter le concours de leur nom. Si je suis loin de m'en affliger dans l'intérêt du recueil lui-même, je ne puis m'empêcher de me préoccuper de la lourdeur de la tâche qui pèse sur son rédacteur principal et presque unique, et des conséquences, au point de vue même de la durée de la Société, de la responsabilité qu'il a assumée.

« Messieurs, je vous propose de boire au succès croissant de la Société de statistique de Paris et à la santé de son secrétaire perpétuel. » •
